

Lorraine du Nord et anthropologie industrielle en France : bilan provisoire

David Charrasse and Gérard Noiriel

Volume 10, Number 1, 1986

Travail, industries et classes ouvrières

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/006318ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/006318ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Département d'anthropologie de l'Université Laval

ISSN

0702-8997 (print)

1703-7921 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Charrasse, D. & Noiriel, G. (1986). Lorraine du Nord et anthropologie industrielle en France : bilan provisoire. *Anthropologie et Sociétés*, 10(1), 11–31. <https://doi.org/10.7202/006318ar>

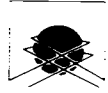
Article abstract

Northern Lorraine and French Industrial Anthropology : A Status Report

For reasons both political and peculiar to the progression of the social sciences, industrial anthropology in France and particularly in Lorraine is still in its infancy. The crisis decade of the 1970's sparked interest for this sort of analysis, but it was only the application of a new cultural policy from 1981 that industrial anthropology has finally started to catch on.

The specific context presented in the article reveals the rich potential of the field for scientific research, along with certain accompanying ambiguities.

LORRAINE DU NORD ET ANTHROPOLOGIE INDUSTRIELLE EN FRANCE: bilan provisoire



David Charrasse et Gérard Noiriel

Le terme d'« anthropologie industrielle » se rencontre de plus en plus fréquemment depuis quelques années pour désigner à la fois les recherches scientifiques et les pratiques culturelles centrées sur le monde du travail.

La Lorraine du Nord, qui a joué jusqu'à la crise actuelle un rôle décisif dans le développement industriel de la France au XXe siècle, n'échappe pas à un engouement qui contraste fortement avec le désintérêt manifesté auparavant par la plupart des intellectuels de la région pour les « hommes du fer et du charbon ».

Tout en donnant dans ces quelques pages un aperçu sur les travaux en cours pouvant se réclamer de « l'anthropologie industrielle », nous avons voulu également apporter quelques éléments de réflexion sur les raisons qui peuvent expliquer cette soudaine émergence du « regard anthropologique » porté sur le monde du travail; réflexion nécessaire à notre avis pour écarter les ambiguïtés qui entourent actuellement ce secteur de la recherche encore très jeune en France.

☐ Les raisons d'un retard

Pendant des décennies, les anthropologues en France ont ignoré le monde industriel, tout particulièrement en Lorraine, contrairement à d'autres pays développés, comme les États-Unis¹. Que l'on considère les ethnologues ou les historiens, la tradition française est tournée vers les sociétés pré-capitalistes. Seule la société *rurale* contemporaine a été élevée à la dignité d'objet de recherche anthropologique, d'abord avec les travaux des folkloristes qui se multiplient dès la fin du XIXe siècle (cf. l'œuvre immense de Van Gennep) jusqu'aux recherches actuelles menées dans le cadre du CNRS et de

¹ Les travaux de P.H. Chombart de Lauwe et du Centre d'Ethnologie Sociale qu'il dirige constituent la principale exception.

l'École des Hautes Études en Sciences Sociales sur le village de Minot². Fournir une explication à ce retard exigerait de partir d'une définition, même approximative, de ce que l'on entend par « anthropologie industrielle ». Le terme d'*anthropologie* nous paraît important, préférable (en l'état actuel des choses) à celui de « sociologie », non pas à cause de la référence à « l'homme », mais par rapport à une tradition scientifique, symbolisée par les noms d'Edward Sapir et Marcel Mauss, qui cherche à imposer une pratique *unifiante* de la recherche face aux entreprises toujours renouvelées de segmentation des sciences sociales en « disciplines » s'ignorant mutuellement³. Par ailleurs, la démarche anthropologique, du moins telle qu'elle est couramment pratiquée, a pour nous cet avantage sur la sociologie d'être fondée sur *le travail de terrain*; c'est-à-dire qu'elle exige un enracinement, une *familiarité* avec la population étudiée qui ne peut nullement être obtenue avec des enquêtes par « questionnaires » réalisées en quelques jours ou quelques semaines.

Centrée sur le monde industriel (ce qui signifie qu'elle n'a pas seulement pour objet la classe ouvrière, mais aussi les autres groupes sociaux : cadres, employés, patrons, etc.; qu'elle n'isole pas l'entreprise où l'on travaille du quartier où l'on vit), l'anthropologie industrielle n'a de sens pour nous que par la combinaison des approches : collecte et analyse des documents et archives, (ce qui implique notamment tout un travail d'inventaire selon les méthodes de l'archéologie industrielle), enregistrement des discours, mais aussi observation patiente et minutieuse des pratiques, investigations de caractère historique, rassemblement et exploitation d'un matériel statistique, etc.

Mais en plus, l'anthropologue est aussi, selon nous, un chercheur qui se *pose des questions* sur sa propre pratique, qui ne la vit pas sans un certain malaise, du fait même que la familiarité qu'il entretient avec la population qu'il étudie (donc la sympathie qu'il éprouve pour elle) lui fait ressentir plus cruellement la distance sociale qui le sépare d'elle. Pour l'anthropologie industrielle, cette question se pose bien sûr d'une manière différente que pour l'ethnologue étudiant une culture radicalement différente de la sienne. Du fait même que le chercheur appartient à la même structure sociale que la population observée, il nous semble que la relation enquêteur/enquêté n'en est que plus complexe. Se pose alors d'une manière particulièrement vive la question de la finalité de la recherche scientifique, des moyens à mettre en œuvre pour la diffusion de ses résultats dans les classes populaires, afin que la vérité scientifique puisse fonctionner comme une « arme critique » pour ceux qui sont victimes des diverses formes de domination symbolique.

² Pour un aperçu du travail réalisé depuis des années dans le village de Minot, voir Zonabend (1980).

³ Comme le dit C. Baudelot dans sa présentation des travaux d'E. Sapir (1967), « le temps était donc venu de réunifier le savoir sur l'homme, il revenait à l'anthropologie (...) de saisir l'homme dans sa totalité ».

Si l'anthropologie industrielle (telle que nous la définissons) s'est imposée progressivement à nous comme une nécessité de la recherche, c'est beaucoup plus, comme nous le montrons plus loin, pour des raisons « pratiques » (travaillant depuis des années sur le terrain nous avons pu nous rendre compte des limites des approches partielles traditionnelles) que par l'application d'un programme « théorique » pré-établi. Cependant, essayant de fonder scientifiquement une démarche balbutiante, force nous fut de constater que nous ne faisons, pour l'essentiel, que redécouvrir des méthodes de travail qu'Everett C. Hughes⁴ et l'École de Chicago par exemple avaient prônées depuis près d'un demi-siècle pour l'étude du monde industriel (souci de l'histoire pour comprendre le présent, unité des sciences sociales, familiarité biographique du chercheur avec la population étudiée, travail de terrain prolongé multipliant les formes d'investigation, etc.).

Pour comprendre, au delà des limites individuelles, pourquoi une telle stratégie de recherche pouvait apparaître à des chercheurs français comme novatrice, il faudrait sans doute se livrer à une étude historique approfondie de l'évolution des sciences sociales en France depuis un siècle. Elle seule permettrait de mettre en évidence les mécanismes sociaux par lesquels certains objets de recherche et certaines pratiques acquièrent leur légitimité, alors que d'autres restent marginalisés, voire interdits. Sans aller bien loin dans une analyse qui nous dépasse, on peut insister, comme le fait Jean Michel Chapoulie (1984), sur les conditions dans lesquelles s'est installée, à la fin du XIXe siècle, la sociologie universitaire française. Discipline longtemps contestée, la sociologie ne pouvait se faire une place qu'en rajoutant sur sa « scientificité » et son « objectivité », c'est-à-dire en prolongeant une certaine tradition philosophique française cultivant la « théorie » au détriment de l'enquête de terrain⁵. Mesure de prudence d'autant plus nécessaire que depuis Le Play, sans remonter plus haut, la « question sociale » a été l'enjeu d'intenses luttes politiques utilisant l'enquête de terrain comme moyen de persuasion. Ainsi, depuis les années 1830 jusqu'à la deuxième guerre mondiale, le pouvoir en place a été contesté — tant sur sa « droite » que sur sa « gauche » — par l'argument de son incapacité à mettre fin à la « misère ouvrière ». Dans les années qui ont suivi les révoltes des Canuts lyonnais (1831 et 1834), les nostalgiques de l'Ancien Régime ont trouvé dans la dénonciation des « taudis lillois » ou des « conséquences inhumaines du machinisme » des arguments pour discréditer le libéralisme et ses chantres. C'est explicitement au nom de la « science sociale » que la droite aristocratique, de Frédéric Le Play à Jacques Valdour, a condamné la révo-

⁴ Voir la présentation récente qu'en fait J.M. Chapoulie (1984).

⁵ Pour Durkheim, qui n'avait pas complètement tort, le pragmatisme représente « la lutte armée contre la raison » qu'il faut combattre à tout prix car c'est lui qui repère le mieux les points vulnérables du rationalisme, que *l'intérêt national* (Durkheim affirme cela dans un cours prononcé en 1913-1914) doit s'opposer à l'érosion de la culture française en poursuivant la tradition philosophique de la « connaissance vraie ». À ce sujet, voir H. Joas (1984).

lution, vanté les mérites de la famille, de la religion ou de l'enracinement⁶. Mais c'est la gauche bien sûr qui dispose en la matière de la tradition la plus riche, avec, dès 1840 et jusqu'à nos jours, une multitude d'enquêtes dénonçant, dans une perspective de transformation révolutionnaire de la société, l'exploitation de « la classe laborieuse »⁷.

Ajoutons à cela que c'est au moment où la sociologie obtient sa reconnaissance universitaire (fin XIXe siècle) que la mobilisation du prolétariat atteint le niveau le plus haut de toute son histoire⁸. La grève est alors devenue l'un des objets de prédilection de la grande presse. Affaire des militants, des journalistes de gauche, la situation de la classe ouvrière devient aussi affaire d'État, avec la création d'un Office puis d'un Ministère du Travail qui multiplie les enquêtes industrielles, affine considérablement son appareil statistique afin de mieux comprendre cet univers prolétarien qui refuse son intégration aux rouages encore mal huilés de la République. On comprend dans ces conditions que la sérénité nécessaire au savant pour la construction de son objet ait pu faire défaut et que Durkheim ait préféré s'occuper du suicide ou des formes élémentaires de la vie religieuse...⁹. Après la deuxième guerre mondiale, si le très grand développement des sciences sociales entraîne la multiplication des recherches sur le monde industriel, c'est au détriment d'une approche unitaire des problèmes. La sociologie du travail isole l'entreprise de son environnement; la sociologie urbaine, à l'inverse, ignore les activités de production, sans parler de la sociologie de la culture, de la religion, etc.

La sociologie du travail, qui joue ici un rôle largement dominant, accen-tue encore cette segmentation de l'objet, par la tendance « techniciste » présente dès les premiers travaux du « père fondateur » Georges Friedmann et accentuée par la première génération des successeurs surtout préoccupée par le problème des « conséquences du progrès technique sur le travail

⁶ Si l'œuvre de Le Play est relativement connue, l'activité de Jacques Valdour, avant et après la première guerre mondiale, est peu souvent mentionnée. Royaliste, adversaire acharné des « rouges », il a inlassablement prôné l'utilisation de la « science sociale » pour mieux connaître le monde ouvrier et désamorcer ainsi la révolution. Ses nombreux ouvrages sur « la vie ouvrière » sont des comptes rendus de ses propres « enquêtes de terrain ». Valdour est ainsi l'un des premiers intellectuels français à s'être fait volontairement embaucher à l'usine pour connaître vraiment le prolétariat. À partir de 1936, la droite abandonnera cette pratique qui deviendra l'apanage de la gauche (extrême en général).

⁷ Rappeler cela ne signifie nullement nier l'intérêt scientifique de ces études ni oublier qu'elles ont pu servir la cause de telle ou telle catégorie ouvrière, mais souligne leur caractère relatif, partiel, du fait de leur dépendance d'intérêts politiques généraux.

⁸ Charles Tilly et Edward Shorter (1974; voir notamment le chap. 6) estiment, par exemple, que la période 1880-1914 est le moment de la plus forte mobilisation ouvrière en France.

⁹ Ce qui n'empêche pas, on le sait, que la sociologie durkheimienne ait été marquée par le projet républicain d'intégration sociale. Maurice Halbwachs (1960), qui ne chachait pas ses sympathies pour le socialisme avant la première guerre mondiale, a consacré sa thèse à la classe ouvrière. Le thème retenu, les « niveaux de vie », l'intérêt très prononcé pour la documentation statistique, des exemples puisés surtout dans la société allemande, autant de signes peut-être des efforts « d'objectivation » effectués par l'auteur pour rendre un peu moins « choquant » aux yeux des universitaires du temps un tel sujet d'étude, et ce, de la part d'un chercheur dont toute la vie témoigne d'une certaine témérité.

humain ». La « professionnalisation » de la sociologie dans les années 1960 (voir par exemple les enquêtes commandées par l'OCDE sur les « qualifications ») non seulement atomise encore davantage l'objet mais en plus suscite souvent la méfiance des ouvriers qui, à tort ou à raison, voient surtout dans le sociologue l'auxiliaire du chef d'entreprise. En dépit des apparences et malgré de notables exceptions, le discours hyper-militant de l'après 68 sur le « pouvoir » et le « savoir » ouvriers n'entraîne pas de transformation profonde dans *la pratique de la recherche scientifique* menée dans le monde du travail. La dérive techniciste se focalise désormais sur la dénonciation de la « division du travail », de « l'aliénation », etc.¹⁰

Plus frappante encore est l'indifférence manifestée pendant des décennies par les historiens français pour le monde du travail contemporain. Ni l'école « positiviste » de Seignobos ou Lavissee, trop préoccupée par la gestion de l'héritage républicain, ni sa concurrente, l'École des Annales qui a largement ignoré l'histoire contemporaine, n'ont estimé que l'univers des travailleurs était un objet vraiment légitime de la recherche scientifique¹¹.

Il faut compléter cette esquisse très schématique du contexte intellectuel longtemps défavorable à l'émergence de « l'anthropologie industrielle » par des raisons plus spécifiques à la Lorraine. À cause de facteurs historiques qu'il serait trop long d'expliquer ici, cette région a été depuis un siècle littéralement « coupée en deux ». La brutalité des mutations économiques de la fin du siècle dernier qui ont transformé une région surtout rurale en l'une des principales places fortes de la grande industrie française a provoqué un rejet massif de la part de la population locale, au moment même où, suite à l'annexion d'une partie de la région par Bismarck en 1871, la Lorraine devenait le symbole du nationalisme français. Ce refus a entraîné dans de larges couches de la population un repli frileux sur les valeurs « traditionnelles » (nationalisme, culte de l'enracinement rural, de Jeanne d'Arc, etc.) auquel le député de Nancy, Maurice Barrès, a donné son expression « théorique » et politique la plus élaborée. À long terme, cette histoire spécifique a entraîné une sorte de partition géographique. Il y a la « Lorraine du Sud » surtout rurale et tertiaire (comprenant notamment les deux universités de Nancy et de Metz), dont la population est en grande partie d'origine locale, politiquement de droite. Et il y a la « Lorraine du Nord » qui a fourni pendant trois quarts de siècle les deux tiers de l'acier français, 90% de son minerai de fer et une partie de son charbon, véritable « ghetto du travail », haut lieu de l'immigration étrangère, dont la population active est ouvrière à 70% et qui est progressivement devenue après la deuxième guerre mondiale

¹⁰ Ce sont surtout des chercheurs étrangers qui ont porté un regard critique sur l'histoire de la sociologie du travail. Voir notamment en Allemagne, K. Düll (1975); en Grande Bretagne, M. Rose (1979); analyse aussi très critique dans l'ouvrage du sociologue américain, C.F. Sabel (1982).

¹¹ Dans la présentation du numéro spécial du *Mouvement Social* d'octobre-décembre 1983, consacré à l'espace de l'usine, l'historienne Michelle Perrot considère que l'intérêt de la discipline pour l'entreprise date du début des années 1980. Jusque-là, l'usine avait surtout été le « trou noir du travail, du savoir et de l'histoire ».

un bastion du parti communiste. Que ce soit au point de vue politique, administratif ou culturel, le « Sud » a exercé une véritable hégémonie sur le « Nord »¹². C'est à Nancy et à Metz que le sempiternel discours sur la « Lorraine et les Lorrains » est élaboré depuis un siècle, que sont publiées les nombreuses revues de folklore (auxquelles participent aussi les universitaires) sur les « vieilles coutumes » locales, etc., tout cela au détriment de la culture de l'immigration et du travail qui reste encore aujourd'hui largement inconnue. Que ce soit à Metz ou à Nancy, les historiens ont toujours accordé une place exorbitante à l'histoire politique traditionnelle (relations internationales franco-allemandes, histoire des « grands hommes » comme Poincaré, Barrès, Méline, etc.)¹³.

▣ Le début des années 1980 : nouvelle conjoncture, nouveaux centres d'intérêt

La multiplication des travaux et des initiatives pouvant se réclamer de « l'anthropologie industrielle » au début des années 1980 en Lorraine est selon nous étroitement liée aux récentes transformations du contexte économique, politique et intellectuel. Dans la région, la crise de la sidérurgie, apparue dès les années 1970, a joué un rôle décisif. Paradoxalement, c'est au moment où les usines ferment et où les travailleurs sont réduits au chômage que les intellectuels découvrent soudain l'intérêt de la « civilisation industrielle ». De même qu'à la fin du XIXe siècle le nombre des folkloristes s'était multiplié, recueillant les « vieilles coutumes » d'un monde rural en voie de liquidation, de même aujourd'hui la « mémoire », la « culture » ouvrières font recette ! Ceci pour souligner d'emblée que pour nous, autant le mouvement actuel en faveur de la connaissance du monde du travail nous semble important, autant le fait même qu'il naisse au milieu des ambiguïtés propres à toutes les réhabilitations doit inciter à la vigilance. Sur ce fond de crise se greffent des mutations propres aux sciences sociales. La « crise du marxisme » pousse un certain nombre de chercheurs à un retour aux sources,

¹² Les guillemets indiquent que l'opposition entre le Nord et le Sud ne correspond pas complètement aux découpages géographiques. En particulier, le département des Vosges où se concentre un important prolétariat textile est quelque peu excentré. Mais en Meurthe et Moselle par exemple, Longwy au Nord est située à 120 kilomètres de la préfecture de Nancy, où se trouvent aussi l'Université, le Musée du Fer, etc. De même, ce sont les élus du sud qui donnent sa majorité conservatrice au Conseil général.

¹³ Ce sont les géographes qui, les premiers, se sont intéressés à la réalité industrielle régionale. Voir notamment les thèses de C. Prêcheur (1959) et R. Haby (1965). Signalons aussi les recherches sur l'espace industriel menées par G.N. Fischer au département de sociologie de l'Université de Metz et les travaux d'étudiants impulsés par le laboratoire de sociologie du travail de l'Université de Nancy. Mais surtout, il faut évoquer l'immense travail effectué par Serge Bonnet, dans le cadre du CNRS mais en marge des institutions, travail très proche à certains égards de « l'anthropologie industrielle », même si l'auteur n'emploie pas ce terme. Le premier en Lorraine, Serge Bonnet a développé une approche conjuguant les différentes sciences humaines, notamment l'histoire et la sociologie. Le premier il a souligné l'importance, pour la connaissance du monde ouvrier, de la collecte de documents, d'archives orales, etc. Il a consacré à l'immigration, au travail, aux grèves, une place essentielle, parallèlement à des études centrées sur la religion populaire. Voir par exemple, S. Bonnet (1972) et S. Bonnet, E. Kagan, M. Maigret (1975, 1977 et 1984).

c'est-à-dire au terrain¹⁴. À lire beaucoup de rapports d'enquêtes sociologiques, on peut déceler aussi le développement d'un certain « malaise » des sociologues du travail face à une démarche d'enquête qui, étant donné la brièveté du séjour sur le terrain, les met constamment en position d'« étranger » par rapport au milieu populaire étudié¹⁵. Mais surtout, les historiens découvrent qu'il y a là tout un « territoire » à annexer. Ce qui est mort ou en train de mourir, n'est-ce pas leur spécialité ? On voit ainsi apparaître dès les années 1970 un genre nouveau, « l'histoire de vie », appelée parfois aussi « ethnotexte », référence anthropologique oblige, avec ses spécialistes, ses colloques, ses querelles et ses institutions, dont la première et la plus importante, qui servira de modèle à plusieurs autres, est l'Eco-Musée du Creusot.

Ce qui était encore artisanal jusqu'en 1981 va prendre une extension beaucoup plus grande avec le changement de gouvernement. La gauche, émanation des « travailleurs », se doit d'impulser la « culture populaire ». Il faut donc « réhabiliter » le monde du travail¹⁶, et puisque l'objectif est de « relancer l'économie par le culturel »¹⁷ et qu'il faut « réconcilier les Français avec l'entreprise » : plus les usines ferment et plus le discours sur le « patrimoine industriel » et sur la « mémoire du travail » s'intensifie. Lieu nouveau pour les stratégies de consensus politique, c'est le thème de maints colloques coûteux où se retrouvent les notables qui maintenant ont tous quelque chose à dire sur le sujet et l'objet d'articles dans les revues sur papier glacé... Mais *en même temps*, le Ministère de la Culture, notamment par les cellules que sont la Mission du Patrimoine Ethnologique et la Direction de l'Inventaire, permet l'éclosion de recherches scientifiques que les institutions proprement scientifiques avaient négligées jusque-là. Mieux, en finançant des recherches placées sous la responsabilité de structures associatives, souvent beaucoup plus liées au terrain que les universités, la nouvelle politique culturelle donne sa chance, consciemment ou non, à une *autre pratique de la recherche scientifique*¹⁸.

¹⁴ Selon la logique bien connue du « balancier » qui a mené successivement les intellectuels français de l'humanisme existentialiste à la « mort de l'homme » structuraliste et à sa redécouverte « anthropologique » actuelle.

¹⁵ Ceci apparaît notamment dans les pages de présentation des rapports CORDES et autres où les chercheurs mettent souvent un point d'honneur à montrer qu'ils ont été bien reçus parce qu'ils ont réussi « à faire comprendre aux ouvriers le sens de leur enquête », ou parce qu'eux-mêmes « avaient un passé militant », etc. Voir par exemple, J.N. Chopart (1978, page 216 et suivantes), ou Y. Lescot, G. Menahem, P. Pharo, (1981, introduction).

¹⁶ « La structure industrielle laisse des traces matérielles et immatérielles qui s'inscrivent dans l'espace. Des traces qui relèvent de la culture, des traces qui relèvent de l'identité culturelle de régions et qui singularisent leur population (...). Pour peu qu'elle ne soit pas perçue et traitée comme un frein à la reconversion et au développement, cette identité sociale collectivement assumée peut au contraire s'avérer être un ressort de redéploiement industriel et par conséquent un patrimoine réel à condition de connaître une reconnaissance et une valorisation » (souligné par nous). Cet extrait du rapport de synthèse rédigé par R. Perrinjaquet et R. Rotmann (1983: 63) se passe de commentaire !

¹⁷ Thème qui aujourd'hui est passé de mode, suite à un retour aux bonnes vieilles litanies sur « les impératifs de la croissance ».

¹⁸ Elle peut prendre la forme d'une « collaboration ouvriers-chercheurs » telle que la défend par exemple P.H. Chombart de Lauwe ou d'une « communauté scientifique élargie » prônée aujourd'hui par les chercheurs communistes dans la revue *Société Française*.

Toutes ces données contradictoires se retrouvent en Lorraine dans les initiatives concernant le patrimoine industriel. Si se poursuivent les entreprises « muséographiques » qui, jusqu'en 1980, étaient pratiquement les seuls signes d'intérêt pour la question industrielle (Maison du Fer de Thionville animée par des techniciens et ingénieurs en retraite; Musée du fer à Jarville davantage tourné vers l'histoire de la métallurgie ancienne; et maintenant, projet d'un musée de la mine à Hayange animé par des mineurs en retraite), on voit aussi fleurir des projets plus dynamiques. Citons par exemple le Centre de Culture Scientifique et Technique de Thionville, en cours, objet d'une convention entre la commune et le Ministère de la Culture et dont l'objectif est d'ordre « pédagogique » (style La Villette) : diffuser les connaissances scientifiques et techniques dominantes au sein de la population. Affaire de « spécialistes », le Centre a une base populaire infime. Des structures plus militantes (donc moins fortunées), comme l'Association « Mémoire et Avenir des vallées de la Fensch et de l'Orne » dans laquelle se retrouvent des militants ouvriers et des enseignants, sont davantage tournées vers la valorisation de la culture ouvrière (diaporama, expositions, etc.). Enfin, un troisième type de structure participe aujourd'hui à cet engouement, les comités d'entreprise. Celui d'Usinor-Longwy a ainsi bénéficié d'une subvention de la Culture spécialement pour s'occuper du « patrimoine industriel ». Mais là encore, les ouvriers sont largement exclus d'une activité monopolisée par une petite élite (cadres et techniciens) férue d'histoire locale.

Finalement, on peut regrouper les diverses initiatives se rapportant au « patrimoine industriel » régional autour de deux tendances :

- L'une est liée au militantisme ouvrier et se préoccupe surtout de la « culture populaire », mais son rayonnement reste faible parce qu'elle manque de soutien institutionnel.
- L'autre par contre a une allure quasi officielle, soutenue par les municipalités, les instances politiques régionales, les ministères, etc. Mais sa base populaire est faible car elle se veut affaire de « spécialistes » (d'où son aspect « techniciste » dominant). De plus elle doit plaire à tout le monde (voir la lourdeur des « conseils d'administration » de ces structures, largement dominés par des notables n'ayant pourtant aucune connaissance spécifique en la matière) et ses réalisations traduisent trop souvent un souci « publicitaire » au profit des différentes instances politiques (voir les expositions consacrées en principe à l'histoire de la commune, mais où l'on insiste lourdement sur « les réalisations de la municipalité » ou sur « l'effort de l'État », etc.).

▣ Les recherches menées dans le cadre de l'APEP

L'Association pour la Préservation et l'Étude du Patrimoine (APEP) du bassin de Longwy, née en 1981, a participé de près ou de loin à toutes les recherches d'anthropologie industrielle que nous avons effectuées dans la région. C'est la seule en Lorraine qui ait cherché à combiner l'action culturelle et la recherche scientifique. Elle n'échappe pourtant pas aux contradictions énumérées plus haut. Sa création était fondée sur le pari qu'il était possible de poursuivre *ensemble* des objectifs qui, en France tout au moins, sont le plus souvent séparés : à savoir aboutir à des résultats scientifiques de haut niveau tout en maintenant un enracinement réel dans la population locale, ce qui signifiait que nos recherches devaient avoir un intérêt pour elle. Ce que nous voulions démontrer, c'est que la connaissance scientifique du monde industriel souffre aujourd'hui de son absence de lien avec les classes populaires et, à l'inverse, que ces connaissances peuvent servir à ces dernières dans leurs luttes contre la domination. Par exemple, nous avons été frappés pendant le conflit de 1979 à Longwy de voir combien les stratégies syndicales (CGT et CFDT) « d'alternative industrielle » (demandant aux militants de base d'élaborer des contre-propositions face aux projets de liquidation de la sidérurgie annoncés par le gouvernement) rencontraient peu d'écho. Au lieu d'incriminer la « passivité » des travailleurs, il nous semblait plus important de réfléchir aux raisons expliquant l'échec d'une telle démarche. Sans doute des décennies de délégation des responsabilités et de la réflexion au sein du mouvement ouvrier y étaient pour beaucoup, mais cela questionnait aussi le rôle social du chercheur. N'est-ce pas à Longwy qu'a eu lieu, il y a près de 30 ans, la première grande enquête de sociologie du travail, commandée par l'Agence européenne de productivité, sur l'attitude des ouvriers par rapport au progrès technique (Dofny, Durand, Reynaud, Touraine, 1966) ? Or dans cette usine au militantisme particulièrement actif, personne ne connaissait cette étude, dont les enseignements mûris par la pratique syndicale auraient pourtant permis d'aborder l'échéance de 1979 dans des conditions moins défensives. Mais cela ne dépendait pas de la « bonne volonté » des chercheurs, encore moins de leur degré de « sympathie » pour la classe ouvrière, mais d'un changement institutionnel, tant syndical qu'universitaire, permettant d'ancrer en milieu ouvrier une véritable coopération¹⁹. Sans doute fallait-il une bonne dose d'utopie ou de naïveté pour tenter une expérience de ce genre, à un moment où le désenchantement « post-soixante-huitard » aidant, le fin du fin pour nombre d'intellectuels était d'être « revenu de tout ». Cependant, nous avons pu profiter d'une conjoncture exceptionnelle. Travaillant dans la région depuis des années, ayant noué des liens très forts avec les militants ouvriers les plus actifs dans la lutte de 1979 (notamment grâce à la radio de la CGT « Lorraine Cœur d'Acier »), bénéficiant d'une conjoncture politique où le terme

¹⁹ Ce qui signifie clairement que, pour nous, ces critiques ne relèvent pas de la polémique visant à discréditer des formes de travail différentes des nôtres. Le seul sens du terme polémique que nous croyons fécond est celui que Bachelard (1949) définissait comme l'une des conditions du progrès scientifique.

de « changement » était à la mode, c'était une occasion rêvée pour mettre nos idées en pratique.

Composée en majorité d'ouvriers (au sens large du terme, c'est-à-dire travailleurs en activité, retraités, chômeurs, femmes au foyer, etc.), mais avec un fort noyau de membres des « classes moyennes » (enseignants surtout), l'APEP compte aujourd'hui quatre permanents dont deux sociologues remplissant le rôle « d'animateurs-chercheurs ». Depuis quatre ans, toute une série de travaux scientifiques concernant la région ont été entrepris. Dès le départ, pour renforcer le « sérieux » du projet, des liens réguliers ont été mis en place avec les institutions scientifiques régionales ou nationales²⁰. Étant donné la rapidité avec laquelle se décompose le tissu industriel dans la région depuis quelques années, le premier travail de l'Association a consisté en la sauvegarde d'archives et d'objets condamnés à court terme à disparaître avec la restructuration, en un travail de repérage, d'inventaire, de collecte de documents les plus divers, de recueil de témoignages prenant souvent la forme « d'histoire de vie » des personnes âgées. Commencée de façon très empirique, cette partie de la recherche, qui se poursuit toujours actuellement, est devenue progressivement plus réfléchie parallèlement à l'affinement de notre problématique de recherche. Les travaux scientifiques proprement dits peuvent être regroupés en deux ensembles : ceux qui ont été réalisés sous la responsabilité directe de l'APEP²¹ et ceux auxquels l'APEP a été associée plus ou moins étroitement²². En même temps, le travail « d'animation », qui est pour nous la condition même de l'enracinement de la recherche en milieu ouvrier, s'est déroulé sur plusieurs plans. Tout d'abord, des « ateliers d'histoire », conçus comme des lieux de formation aux techniques de la recherche en sciences sociales²³, ont été mis en place. Une revue théoriquement trimestrielle a pour fonction de faire connaître dans la région les travaux des « ateliers », mais aussi les études scientifiques réalisées en dehors. La revue est également un lieu de débat et d'expression culturelle pour les gens qui le désirent²⁴. Le souci de trouver des formes de communication appropriées au monde ouvrier nous a aussi conduits à réaliser plusieurs expositions, diaporamas, films vidéo, sur le travail,

²⁰ Notamment par l'intermédiaire du groupe de recherches pluri-disciplinaire qu'anime Gérard Noiriel au CNRS, sur la sidérurgie (au sein du GRECO *Travail et travailleurs en France au 19^e et 20^e siècles*) et de l'*Association d'Enquête et de Recherches sur l'Organisation du Travail* (AEROT) dirigée à Paris par Robert Linhart.

²¹ Il s'agit en général de projets élaborés en vue d'appels d'offres émanant de différents ministères. Voir Noiriel (1983); Salque et Moriconi (1985). D'autres études sont en cours, sur les savoirs de production depuis un demi-siècle dans la sidérurgie, sur les rituels à l'heure de la crise (Appel d'offre « Pratiques rituelles dans la France contemporaine »), etc.

²² Notamment des thèses que les chercheurs de l'APEP poursuivent pour leur propre compte, des collaborations diverses à des enquêtes de portée nationale. Voir les études de Charrasse (1984, 1985).

²³ C'est un lieu où les chercheurs aussi se familiarisent avec le monde du travail. Ce n'est pas faire du populisme que de dire que si les ouvriers n'avaient pas patiemment expliqué aux chercheurs la réalité concrète du travail en usine et son évolution, ces derniers n'y auraient rien compris, pas plus qu'ils n'auraient été capables de lire correctement des choses aussi « simples » que des photographies d'atelier, etc.

²⁴ Nous avons pu en effet constater qu'il existait un fort besoin d'expression culturelle dans le monde ouvrier, (notamment concernant la poésie) qui trouve rarement ses canaux de diffusion.

l'immigration, etc. La préoccupation centrale était de présenter une image « non unifiée » de la réalité sociale, d'insister sur les aspects contradictoires, conflictuels, du passé et du présent. Ceci dans le but de contrer les entreprises visant à fabriquer, à partir de fragments de l'histoire locale, les mythes (particulièrement nombreux en période de crise) sur la « mémoire collective », etc.²⁵.

Quatre ans après le début de l'expérience, s'il fallait dresser un premier bilan, il nous faudrait insister sur le prix à payer pour qu'une action associative de ce type puisse conserver son autonomie et son assise populaire. Le refus de devenir comme tant d'associations un instrument publicitaire pour les instances politiques régionales et surtout municipales entraîne de leur part des efforts de financement très limités. D'où la nécessité pour survivre de solliciter à tous les niveaux des contrats de recherche ou d'action culturelle qui ne répondent pas nécessairement aux objectifs propres de l'Association, tout en faisant planer sur elle la constante menace de l'asphyxie.

Par ailleurs, le contexte de crise aiguë dans la région de Longwy n'est guère favorable à un projet dynamique. Régulièrement, l'association est affaiblie par les départs de travailleurs mutés dans d'autres régions ou à la recherche d'un emploi. Il faut sans doute ajouter à cela une certaine naïveté de départ qui nous faisait penser qu'une initiative ouvrière, une mobilisation, née d'une lutte conjoncturelle aux objectifs professionnels, pouvait se retrouver dans un projet culturel de longue haleine. Tout cela explique la diversité des degrés d'implication des membres composant l'association, reproduisant dans une certaine mesure les formes traditionnelles de division du travail (les « intellectuels » étant plutôt du côté de l'écriture, les ouvriers préférant la préparation des expositions, le recueil brut de témoignages, etc.). De plus, il nous apparaît clairement maintenant que le projet vit surtout grâce à une catégorie bien particulière de membres, que l'on pourrait désigner sous le terme « d'intermédiaires culturels », particulièrement bien placés pour établir *le lien* entre monde ouvrier et monde intellectuel. Il s'agit des chercheurs étant eux-mêmes d'origine ouvrière, qui, par « auto-analyse » ou par retour critique dans leur milieu d'origine (notamment la famille), sont particulièrement bien placés pour approfondir la connaissance du milieu. De même pour les militants syndicalistes ouvriers (parfois anciens permanents), les jeunes travailleurs qui, avant d'entrer à l'usine, ont connu une expérience scolaire prolongée (parfois jusqu'au lycée), dont les parents peuvent appartenir à la petite bourgeoisie (enseignants, etc.) et qui ont épousé un conjoint lui-même situé dans ces « couches moyennes ».

²⁵ Les périodes de crise industrielle, qui sont aussi des périodes d'intense dévalorisation de l'activité ouvrière concernée (cf. les clichés journalistiques sur les « gros doigts de sidérurgistes incapables de pianoter les délicats ordinateurs »), provoquent souvent une réaction spontanée de « réhabilitation » chez les travailleurs eux-mêmes. Ceci peut constituer un terrain idéologique favorable à l'activité des « petits producteurs culturels locaux » produisant les discours nostalgique sur l'Avant-crise, moment paradisiaque du Savoir ouvrier, de l'Entente entre classes, etc.

À la réflexion, il nous semble qu'il ne s'agit pas là d'un mince résultat et que c'est peut-être la limite de tout projet voulant associer recherche scientifique sérieuse et ancrage en milieu populaire. Il y a là peut-être un « modèle d'information ethnologique » pour l'enquête en milieu industriel qui non seulement est « rentable » scientifiquement, mais qui peut déboucher sur une collaboration réelle. Donnons comme exemple la réussite du projet « Pittsburgh ». À l'initiative de l'APEP et de l'AEROT, et grâce à la collaboration de plusieurs universitaires français et américains (sociologues et historiens surtout), quatre militants ouvriers sidérurgistes de Longwy ont effectué un voyage d'étude pour se rendre compte sur place de ce que signifiait la « reconversion » industrielle de ce grand centre sidérurgique américain. Après une préparation minutieuse de plusieurs mois, le voyage a été suivi d'un programme, encore en cours aujourd'hui, de comptes rendus, d'articles, de conférences, de films, permettant une diffusion adaptée aux niveaux local, régional et national. Ainsi a-t-il été possible de renouer avec une vieille tradition du mouvement ouvrier français (voir les délégations ouvrières du XIXe siècle lors des grandes Expositions Universelles) confiant à des militants de base connaissant parfaitement leur métier et leur industrie la responsabilité d'une enquête professionnelle²⁶.

En ce qui concerne les résultats « purement » scientifiques, après quatre années de recherche, nous pensons pouvoir démontrer en quoi tient la supériorité d'une démarche ancrée sur le terrain. Une approche globale et de longue durée permet par exemple de souligner les limites des enquêtes traditionnelles de sociologie du travail. Par exemple, la recherche dirigée par Alain Touraine à Longwy, il y a une trentaine d'années, sur les « ouvriers et le changement technique », souffre à notre sens de deux grands défauts : l'ignorance de l'histoire concrète du groupe ouvrier local et le présupposé qu'une étude se cantonnant dans l'entreprise (voire au poste de travail) peut rendre compte du rapport ouvrier au changement technique. Sans pouvoir développer ici l'analyse, disons que pour comprendre vraiment ce rapport, il faut connaître *la trajectoire sociale* du groupe ouvrier concerné. Dans la sidérurgie lorraine, la première « crise du travail » se produit dès le début du XXe siècle, avec les premières formes de rationalisation. Elle aboutit à une véritable *substitution* d'une classe ouvrière à une autre. Les ouvriers de métier lorrains ne se reconnaissant plus dans les nouvelles usines mécanisées sont en grande partie remplacés par un prolétariat immigré, notamment pour les postes de manœuvres, majoritaires dans cette industrie. Cette immigration, surtout italienne à Longwy, fait souche, ce qui permet l'apparition d'une *deuxième génération*, qui fait irruption sur le marché du travail au lendemain de la deuxième guerre mondiale et dont les membres forment une bonne partie des effectifs touchés par l'enquête de Touraine. C'est une génération qui se caractérise par un « intérêt au travail » qui tient à de nombreux facteurs. L'un d'eux concerne en effet la « technique », dans ce sens où, à la différence de la chaîne de montage, la production sidérurgique

²⁶ Une analyse détaillée de cette expérience sera prochainement publiée dans la revue *Travail*.

jusqu'à ces dernières années laisse des marges importantes d'autonomie aux ouvriers, favorisant ce qu'Erwin Goffman appelle les « adaptations secondaires », et qui sont des facteurs favorables d'intégration à l'entreprise. Mais il ne s'agit là que d'un élément de la démonstration, l'essentiel n'y est pas. L'histoire des formes de domination propres à la sidérurgie lorraine (marquée par le paternalisme) explique tout d'abord *l'isolement* de cette classe ouvrière, au point de vue géographique, mais aussi « sociologique » (la mono-industrie impliquant l'absence de classe moyenne d'envergure et la place écrasante de la classe ouvrière). C'est pourquoi, pendant longtemps, les modèles sociaux, l'échelle des valeurs, sont essentiellement « internes » à la classe ouvrière : compétition autour d'enjeux comme la force musculaire, l'endurance au feu, etc., investissements qui sont au fondement de « l'intérêt au travail ». Enfin, la *trajectoire sociale* de la deuxième génération joue un rôle décisif pour comprendre les comportements des individus qui la composent. Leurs parents étaient manœuvres; en s'investissant dans l'usine, ils peuvent devenir ouvriers qualifiés. De plus, dans leur enfance, c'est-à-dire à *l'époque des apprentissages fondamentaux de l'existence*, ils ont profondément souffert du racisme (particulièrement virulent en France pendant les années trente). Pour eux, le travail sera le meilleur moyen « d'effacer » le stigmate des origines, contre ceux leur déniaient la qualité de Français. La sidérurgie n'a-t-elle pas été, pendant des décennies, considérée comme le secteur économique fondamental pour « l'indépendance de la France » ? Pour eux, « l'intérêt au travail » s'explique donc aussi parce que l'activité professionnelle est un moyen d'intégration à la communauté nationale. De même, au niveau local, l'usine est au centre d'un processus de structuration du groupe qui lui permet peu à peu de conquérir « l'hégémonie » au niveau politique (par le biais du PCF) et associatif, alors que leurs parents avaient toujours été marginalisés. On ne peut donc pas rendre compte scientifiquement de l'attitude ouvrière par rapport au changement technique si l'on ignore tout du système de valeurs spécifiques du groupe concerné. De la même manière, lorsque Claude Durand analyse, 2 ans après, la violence du conflit de Longwy en 1979, il s'en tient à des réponses conjoncturelles, alors que l'extrême violence d'une lutte ayant défrayé la chronique ne peut se comprendre que par une analyse sur « la longue durée » (Durand 1981). En décidant la fermeture de la plus grande partie des installations sidérurgiques locales, le pouvoir provoque une profonde « crise d'identité collective » dans le groupe ouvrier décrit ci-dessus. Toucher à la valeur travail, c'est remettre en cause les fondements même de son intégration sociale; d'où un réflexe spontané de violence. Mais celle-ci est renforcée par l'agressivité des autres couches ouvrières, notamment les jeunes et les nouveaux immigrés qui eux n'ont jamais pu s'identifier au système de valeurs dominant et qui vont trouver dans le combat de rue contre les CRS, les moyens de se défouler (Noiriel 1984).

Au centre de notre réflexion se trouve, on le voit, la notion de *groupe social*, qu'il nous semble aujourd'hui indispensable d'approfondir pour mieux comprendre ce que sont les *classes sociales*. La « qualification »,

critère emprunté à cette institution d'État qu'est l'INSEE, (OP, OS, etc.) est loin, à elle seule, de constituer un critère suffisant. L'origine nationale sur deux, voire trois générations, ou même régionale (voir localement la distinction fondamentale entre Italiens du Nord et Italiens du Sud), la structure familiale, la nature concrète de l'emploi occupé, l'opinion politique, etc., tout cela intervient dans la définition du groupe. Mais surtout, le groupe ouvrier n'apparaît pas comme une « donnée », mais comme *résultant d'un travail de construction*, plus ou moins conscient. Ainsi avons-nous pu analyser dans cette perspective le rôle du don et du contre-don qui fonctionne ici aussi (comme l'ont montré pour d'autres sociétés Marcel Mauss et Claude Lévi-Strauss) comme un système d'échanges obligés, liant les hommes entre eux. C'est dans la même perspective que nous abordons actuellement l'analyse des rituels ouvriers dans l'entreprise. Nous pensons aussi que le groupe ne peut se structurer qu'en élaborant progressivement une « histoire » (le terme mythologie serait plus approprié) commune, lui permettant d'assurer sa fondation dans le temps. À ce sujet, la distinction faite par Maurice Halbwachs (1960) dans son ouvrage sur la mémoire collective entre « histoire vécue » et « histoire apprise » nous paraît importante, de même que son souci d'insister sur les « cadres sociaux » de cette mémoire. On peut ainsi comprendre ce que signifie une « tradition » ouvrière, le degré d'autonomie de ses formes de reproduction, la place des éléments matériels qui la composent (ce qui peut expliquer par exemple le refus ouvrier d'une destruction des installations anciennes cristallisant l'histoire particulière du groupe). Dans les recherches actuellement en cours, nous voudrions mieux comprendre quel rapport entretient un groupe ouvrier bien défini avec l'ensemble de la classe ouvrière locale. On a le sentiment qu'à chaque époque (les ouvriers lorrains avant la deuxième guerre, la deuxième génération italienne après), un groupe ouvrier hégémonique se met en place, maintenant les autres travailleurs (qui peuvent être numériquement les plus nombreux) sur ses « marges », contribuant à empêcher toute existence collective de leur part. Dans ces conditions, un point central de l'analyse réside dans le problème de *la reproduction*, à la fois biologique et sociale, du groupe. Si celui-ci y travaille activement en diffusant sa « mémoire collective », notamment par l'intermédiaire des organisations qu'il contrôle, ou par l'éducation donnée par la famille aux enfants, ses efforts sont contrecarrés par les diverses stratégies mises en œuvre par la classe dominante (diffusion de normes opposées par le biais de l'école ou des médias, délocalisation des centres de production traditionnels, etc.). La guerre, la crise économique, des mutations fondamentales de la structure sociale (comme celle qui s'est produite dans les années 1960 avec la grande extension des « classes moyennes »), autant d'éléments décisifs expliquant la disparition de certains groupes, la formation d'autres. Il reste que, dans une région aussi sévèrement touchée par la crise que la Lorraine du Nord aujourd'hui, on ne voit pas très bien encore émerger les nouvelles formes d'organisation sociale ni se constituer de nouveaux groupes ouvriers réellement structurés.

Pendant longtemps, « l'anthropologie industrielle » n'a pu se faire une place au sein des sciences sociales en France, du fait de la coupure particulièrement forte qui a toujours existé dans ce pays entre le monde du travail et le monde intellectuel et de l'enjeu politique que constitue depuis un siècle et demi la lutte pour imposer les formes légitimes de représentation de la classe ouvrière. Dans le mouvement ambigu d'émergence auquel on assiste aujourd'hui, lié à la profonde restructuration du tissu industriel traditionnel, il faut prendre garde de ne pas reproduire les erreurs de la fin du siècle dernier lorsque, la crise du monde rural aidant, l'étude scientifique des campagnes françaises a succombé en grande partie à la « folklorisation ».

Il nous semble qu'aujourd'hui les sciences sociales, à condition de les considérer sous une forme unitaire, possèdent en elles-mêmes un certain nombre d'outils critiques permettant d'éviter cette dérive. Cependant, l'anthropologie industrielle, telle que nous la concevons, ne signifie pas seulement un changement d'objet mais aussi de pratique scientifique. Son enracinement local ne peut réellement exister à moins d'une collaboration avec les « non professionnels » de la recherche. Néanmoins, l'expérience aidant, nous ne pensons pas que les mots d'ordre « collaboration intellectuels-ouvriers », « la parole aux masses », etc., soient très réalistes. Nous aurions même tendance à estimer qu'ils masquent l'extrême diversité de ce que l'on appelle le « monde intellectuel » (dont on ne peut écarter par exemple ceux que Gramsci nomme les « intellectuels organiques »). Étant donné les profondes transformations qu'a connues l'école depuis les années 1960, il existe aujourd'hui un nombre beaucoup plus important qu'on ne le croit généralement de personnes que l'on pourrait qualifier « d'intermédiaires », d'origine ou de statut ouvriers, disposant d'une formation intellectuelle suffisante pour collaborer aux recherches de terrain et *pour y voir un intérêt* (jeunes militants syndicaux ne voulant plus s'en laisser compter par les appareils, lycéens ressentant le travail en usine comme une forme de « déclassement », etc.).

Par ailleurs, les facultés de Lettres et Sciences Humaines ayant été en France la « voie royale » vers laquelle les pouvoirs publics ont orienté les étudiants d'origine populaire, beaucoup d'entre eux occupent aujourd'hui les emplois du secteur culturel intermédiaire (enseignants, animateurs, etc.) et sont de ce fait beaucoup plus enracinés dans le monde du travail que les universitaires. Un certain nombre d'entre eux ressentent une « frustration » résultant du décalage entre une formation universitaire souvent ambitieuse, leur ayant donné le goût de la recherche (maîtrise ou thèse), et une profession ne leur permettant pas de le satisfaire. Il y a là un enjeu que la recherche scientifique patentée (sans doute parce que c'est un type d'investissement qui n'est pas très « rentable » au point de vue carrière) ignore le plus souvent. Si l'on veut éviter la reproduction, sous des formes au goût du jour, du schéma des « sociétés savantes » traditionnelles, fiefs de la petite bourgeoisie locale investissant ses loisirs dans l'étude du pittoresque environnant et reproduisant ainsi « spontanément » (par la faiblesse de sa formation scien-

tifique et l'absence de liens vivants avec les institutions consacrées de la recherche) l'idéologie propre à son milieu, il faut prendre cette évolution au sérieux et en tirer les conclusions²⁷.

Enfin, l'anthropologie industrielle, conçue comme une forme de « décentralisation » (pas seulement géographique) de la recherche, doit aussi s'ouvrir aux catégories sociales non ouvrières du monde industriel²⁸ : cadres, techniciens, voire patrons, qui ont eux aussi beaucoup à apporter à la connaissance du milieu et qui, étant donné leur confiance dans la science et la technique, doivent pouvoir admettre que celles-ci s'appliquent aussi à leur propre pratique sociale.

BIBLIOGRAPHIE

BACHELARD G.

1949 *Le rationalisme appliqué*. Paris: Presses Universitaires de France.

BONNET S.

1972 *Sociologie politique et religieuse de la Lorraine*. Paris: Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

BONNET S., E. Kagan et M. Maigret

1975 *L'Homme du fer*. Tome 1 (1880-1930). Metz: Éditions Serpenoises.

1977 *L'Homme du fer*. Tome 2 (1930-1959). Metz: Éditions Serpenoises.

1984 *L'Homme du fer*. Tome 3 (1960-1974). Metz: Éditions Serpenoises.

CHAPOULIE J.M.

1984 « Everett C. Hugues et le développement du travail de terrain en sociologie », *Revue française de Sociologie*, XXV, 4: 582-608.

CHARRASSE D.

1984 *Capacités d'intervention du mouvement ouvrier dans les instances de développement local. L'exemple du Comité Local de l'Emploi de Longwy*. Paris: Ministère de l'Urbanisme.

²⁷ Il ne s'agit pas seulement ici d'un changement d'objet. Jusqu'à ces dernières années, les « sociétés d'histoire locale » de Lorraine ont ignoré le monde ouvrier. Bien que les reconversions soient en cours, le fond du problème subsiste. On voit par exemple ici et là des ingénieurs ou techniciens s'ingénier à rassembler le « vocabulaire du travail » « tel qu'on l'utilisait autrefois dans la sidérurgie » et composer des sortes de petits dictionnaires. Or, s'il est bien certain que l'autonomie professionnelle des anciens ouvriers de métier (qui ont toujours constitué une toute petite minorité de leur classe) s'est traduite dans le langage, postuler implicitement un moment dans l'histoire où toute la classe ouvrière aurait parlé ce langage technique, c'est commettre un immense contresens historique. Les ouvriers que nous avons interrogés (même les Italiens et les Polonais ayant plus de 40 ans d'usine), pour désigner leurs outils parlent plus souvent du « truc » et du « machin » que de « l'aspadelle » ou du « ringard » !

²⁸ Il s'agit ici d'un point faible dans l'activité de l'APEP. Pour éviter ce qui se produit tellement souvent dans les associations, à savoir la marginalisation de leurs membres populaires au profit de ceux qui savent bien manier le discours ou la plume, nous avons axé l'essentiel de nos efforts en direction du monde ouvrier. Actuellement des tentatives réelles d'ouverture ont lieu, mais il ne faut pas oublier que dans une région marquée à ce point par l'usine, la hiérarchie sociale demeure très pesante. On a l'impression parfois qu'il suffit de s'adresser aux uns pour décourager les autres.

CHARRASSE D.

1985 *La mise hors sidérurgie et le critère de nationalité*. Paris: Centre de Recherche sur les Mutations des Sociétés Industrielles (CREMSI).

CHOPART J.N.

1978 *Vivre pour travailler, travailler pour vivre*. Paris: Centre de Sociologie Urbaine.

DÜLL K.

1975 *Industrie soziologie in Frankreich*. Francfort: Europäische Verlagsanstalt.

DURAND C.

1981 *Chômage et violence*. Paris: Galilée.

DOFNY J., C. Durand, J.D. Reynaud et A. Touraine

1966 *Les ouvriers et le progrès technique. Étude de cas, un nouveau laminoir*. Paris: Armand Colin.

HABY R.

1965 *Les Houillères lorraines et leur région*. Paris: Sabri.

HALBWACHS M.

1960 *La Mémoire collective*. Paris: Presses Universitaires de France.

JOAS H.

1984 « Durkheim et le pragmatisme. La psychologie de la conscience et la constitution sociale des catégories », *Revue française de Sociologie*, XXV, 4: 560-581.

LESCOT Y., G. Menahem et P. Pharo

1981 *Savoirs ouvriers et normes de production*. Paris: CORDES.

Le Mouvement Social

1983 « L'Espace de l'usine » (sous la direction de M. Perrot) no 125.

NOIRIEL G.

1983 *La culture ouvrière dans le bassin de Longwy*. Paris: Mission du Patrimoine Ethnologique.

1984 *Longwy. Immigrés et Prolétaires (1880-1980)*. Paris: Presses Universitaires de France.

PERRINJAQUET R. et R. Rotmann

1983 *Espace et culture au travail*. Paris: Ministère de la Culture et Dalloz.

PRÉCHEUR C.

1959 *La Lorraine sidérurgique*. Metz: Sabri.

ROSE M.

1979 *Servants of Post-Industrial Power ? Sociologie du travail in Modern France*. Londres: The Macmillan Press Ltd.

SABEL C.F.

1982 *Work and Politics*. Cambridge: Cambridge University Press.

SALQUE J. et T. Moriconi
1985 *Espace industriel, technologie et travail des hommes dans la sidérurgie du bassin de Longwy, du stade artisanal à aujourd'hui*. Paris: Direction de l'Inventaire.

SAPIR E.
1967 *Anthropologie*. Paris: Éditions de Minuit.

TILLY C. et E. Shorter
1974 *Strikes in France*. Cambridge: Cambridge University Press.

ZONABEND F.
1980 *La mémoire longue*. Paris: Presses Universitaires de France.

RÉSUMÉ / SUMMARY

Lorraine du Nord et anthropologie industrielle en France : bilan provisoire

Pour des raisons à la fois politiques et relevant de l'histoire des sciences sociales, l'anthropologie industrielle n'en est encore en France, et tout particulièrement en Lorraine, qu'à ses débuts. La crise des années 1970 a développé l'intérêt pour ce type d'approche, mais ce n'est qu'avec la nouvelle politique culturelle appliquée après 1981 que l'anthropologie industrielle a connu un véritable « démarrage ».

Cet article illustre à partir d'une expérience concrète combien cette discipline est riche de potentialités pour la recherche scientifique, mais aussi traversée d'ambiguïtés.

Northern Lorraine and French Industrial Anthropology : A Status Report

For reasons both political and peculiar to the progression of the social sciences, industrial anthropology in France and particularly in Lorraine is still in its infancy. The crisis decade of the 1970's sparked interest for this sort of analysis, but it was only the application of a new cultural policy from 1981 that industrial anthropology has finally started to catch on.

The specific context presented in the article reveals the rich potential of the field for scientific research, along with certain accompanying ambiguities.

David Charrasse
Association pour l'Étude
du Patrimoine du Bassin de Longwy
24, rue Pascal
54190 Villerupt
France

Gérard Noiriel
Laboratoire des Sciences sociales
École Normale Supérieure
45, rue d'Ulm
75005 Paris
France

ADDENDUM : Informations sur quelques groupes de recherches en France*

- ◇ Équipe *Travail et travailleurs du Tiers-Monde*, Unité de Recherche no 5 du Département D, *Urbanisation et socio-systèmes urbains* de l'ORSTOM (Institut français de Recherche scientifique pour le développement en coopération), 213, rue Lafayette, 75010 Paris.

Cette équipe travaille dans deux directions :

- le secteur non-salarié : organisation du travail, stratégies familiales, relations avec l'État;
- la formation et la composition des classes ouvrières : gestion de la main-d'œuvre. Rapports dans l'entreprise, vie sociale des travailleurs.

Ses terrains sont localisés dans une dizaine de pays : Angola, Brésil, Chili, Mexique, Martinique, Inde, Sénégal, Togo, Cameroun, Zimbabwe, Kenya.

Elle publie un bulletin d'information et de liaison (*Travail et Travailleurs du Tiers-Monde*) en collaboration avec le Centre d'Études Africaines de l'EHESS, depuis novembre 1984.

- ◇ URES (*Unité Socio-anthropologie du Travail*), responsable : Pierre Bouvier, Centre d'Études Sociologiques, 82, rue Cardinet, 75017 Paris.

La problématique de l'URES est centrée sur l'étude des pratiques et des représentations du travail dans les sociétés industrialisées. Ceci implique des recherches aussi bien sur différents types de procès de travail, que d'entreprises ou de professions. Il est apparu nécessaire d'approfondir des champs qui, jusqu'ici, ont été généralement peu explorés que ce soit par la sociologie ou par l'anthropologie. Celle-ci privilégie souvent des approches macrosociologiques où la quotidienneté des pratiques du travail et ses variables heuristiques cèdent le pas à des variables transversales : l'emploi, les relations professionnelles, les mouvements sociaux... L'anthropologie ne fait que commencer à s'intéresser aux sociétés industrielles. Le travail n'a, du moins jusqu'à présent, été que peu étudié.

Cette situation légitime une démarche socio-anthropologique qui, au croisement de ces deux disciplines, peut permettre de mieux saisir les transformations de sens en terme de travail, d'entreprises et de professions.

* Ces informations ont été rassemblées par Jean Copans.

- ◇ Association d'Enquêtes et de Recherches sur l'Organisation du Travail (A.E.R.O.T.), 26, boul. Richard Lenoir, 75011 Paris.

La revue *Travail* est née en janvier 1982, fille légitime du séminaire d'Ulm consacré au « Procès de production et procès de travail », qui se tenait depuis 1978. Créé à l'initiative de Robert Linhart, il a été, et est encore, un lieu ouvert où se confrontent les points de vue de ceux qui, à divers titres, sont impliqués dans la recherche sur le monde du travail.

Les points d'ancrage du séminaire, comme de la revue, pour éviter les débats stériles se sont d'emblée situés dans le réel. Exposés ou articles de chercheurs ou de syndicalistes reposent sur des enquêtes où la connaissance du procès de travail et du procès de production s'élaborent à partir de situations concrètes, soit dans des unités particulières, soit dans des secteurs de la production. La démarche a consisté à privilégier les études faites en relations étroites avec les syndicats implantés sur les lieux de travail.

La revue se présente d'une manière générale sous la forme d'un dossier sur un sujet qui a été longuement étudié au séminaire, suivi d'une enquête sur un sujet particulier (les tailleurs de pierre, ou une industrie d'un pays en voie de développement); des notes de lectures en relation avec le dossier, ou plus générales, représentent un choix de livres qui nous ont semblé apporter des éléments nouveaux dans la problématique générale du travail. Les dossiers de la revue ne sont pas dissociables du séminaire, et des groupes de travail qui se sont mis en place pour approfondir certaines questions, comme la sidérurgie et la robotique.

Si sept années ont permis d'avancer dans les démarches à adopter pour questionner la complexité de la réalité et dans la connaissance même, nous sommes loin d'en avoir fait le tour, si tant est qu'il y ait un tour. Mais en abordant successivement des thèmes comme les rapports au sein de la production entre ouvriers stables et précaires, on décelait derrière la classe ouvrière prise comme masse homogène, une multiplicité de statuts, de fractions entières fragilisées. Puis nous avons essayé de relativiser les phénomènes décrits dans leur contexte global en utilisant les analyses de l'« usine à chiffrer », l'INSEE, et de là nous sommes passés à l'étude des systèmes de régulation du marché du travail. Nous avons tenté également de suivre au plus près les pôles et les modes de résistance de la classe ouvrière, en travaillant de manière suivie avec des groupes de militants syndicaux de divers secteurs : les ciments, l'automobile, la sidérurgie, essentiellement.

Nous nous sommes d'abord fondés sur l'enquête : à la fois visites détaillées d'usine, analyses patronales, entretiens avec des ingénieurs et cadres, puis bien sûr sur la connaissance que le mouvement ouvrier a du système productif, et des luttes qu'il mène pour cette connaissance. Savoir lire, décrypter les enjeux sociaux masqués derrière les luttes, les discours, les pratiques patronales est aussi l'un des buts que nous sommes fixés.

Nous avons également organisé des enquêtes menées conjointement avec des ouvriers syndicalistes, enquêtes comparatives portant sur les restructurations dans la sidérurgie en France et aux USA.

Après avoir étudié avec des avocats lors du séminaire la « juridicisation des rapports de travail », un collectif « droit du travail », lié mais autonome dans ses choix et son travail, s'est joint à notre comité de rédaction pour publier à raison de un ou deux numéros par an, des enquêtes sur les faits (l'effet) du droit du travail. Deux numéros sont actuellement en préparation : dans le premier le collectif analysait les faits dont le droit se nourrit, les effets qu'il produit : « Un tel projet suscite sa propre méthode : le droit du travail se raconte. Entre l'histoire du mouvement social et de la production, dont le droit est absent, sinon à travers ce discours abstrait et étatique qu'est la loi, et la lecture minutieuse et sans histoire d'un texte ou d'une décision de justice, il faut dire les histoires multiples du droit du travail ».

Nous n'avons pu encore combler les vides que représentent les problèmes internationaux; si nous avons commencé à publier quelques enquêtes sur des pays étrangers et un dossier complet (no 9, octobre 1985) sur les États-Unis, nous n'avons pu encore conduire un travail approfondi sur ces questions, faute sans doute d'avoir les collaborations extérieures nécessaires à ce projet ambitieux.

Lire le travail, décrypter les enjeux sociaux, tel est l'objet de la revue *Travail*, dont nous voudrions faire un lieu de débat et de critique.